REPUBLIQUE DUCAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

DEPARTEMENT DEMFOUNDI

COMMUNAUTE URBAINE DE YAOUNDE

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work – Fatherland

MFOUNDI DIVISION

YAOUNDE CITY COUNCIL

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 024 /CUY/CIPM/2026 DU 20 NOV 2026
POUR LES TRAVAUX D'ENTRETIEN DES AMENAGEMENTS DU GRAND BOIS DE NSAM

FINANCEMENT : Budget CUY, Exercices 2026 et suivants, Ligne 2020113-0540-5-22124 (Terrains pour espaces verts et jardins)

1. **Objet de l'Appel d'Offres**

Le Maire de la Ville de Yaoundé, Maître d'Ouvrage, lance un appel d'offres national ouvert en procédure d'urgence pour les travaux d'entretien des aménagements du grand bois de Nsam.

2. **Consistance des travaux**

L'ensemble des travaux comprend les opérations confortatives des aménagements et les entretiens mensuels notamment :

- l'installation de chantier ;
- le regarnissage des haies de fleurs ;
- le regarnissage et remplacement des plants morts ou dépéris ;
- l'arrosage des jeunes plants ;
- l'ouverture des drains
- le rafraichissement de la peinture sur le mobilier et les plaques signalétiques ;
- le désherbage mensuel du site ;
- les tailles de mise en forme et de régénération des végétaux ;
- les traitements phytosanitaires des végétaux ;
- l'entretien des drains ;
- toutes autres sujétions nécessaires à la bonne exécution des travaux.

3. **Tranches /Allotissement**

Les travaux sont en un lot unique.

4. **Cout prévisionnel**

Le coût prévisionnel des travaux à l'issue des études préalables est de cinquante millions (50 000 000) de Francs CFA TTC.

5. **Délai prévisionnel d'exécution**

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent Appel d'offres est de douze (12) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. **Participation et origine**

La participation au présent appel d'offres est ouverte à toute entreprise nationale spécialisée dans les travaux paysagers ou forestiers.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres seront financés par le budget de la Communauté Urbaine de Yaoundé, exercice 2026 et suivants, sur la ligne d'imputation 2020113-0540-5-22124 (Terrains pour espaces verts et jardins).

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

9. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main et timbrée à 1500 F CFA(timbre fiscal), délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à un montant de 500 000 (cinq cent mille) francs CFA TTC, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ledit cautionnement timbré doit être accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la caisse des dépôts et consignation (CDEC) conformément à la Circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution des consignations, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Sous-direction des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Yaoundé, 2ème étage du bâtiment principal de l'Hôtel de ville de Yaoundé, porte 223, dès publication du présent avis dans le journal des marchés.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'offres

La version physique du dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue à la Sous-Direction des Marchés Publics, de la Communauté Urbaine de Yaoundé, 2ème étage, porte 223 du bâtiment principal de l'Hôtel de Ville de Yaoundé, dès publication du présent avis, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de cinquante mille (50 000) francs FCFA payable au compte d'affectation spécial CAS-ARMP n° 335988 des agences BICEC.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie

électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 23/12/26 à 13 heures. **Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD ainsi que l'original de la caution de soumission et du récépissé de la CDEC** devront être transmises sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 014/CUY/CIPM/2026 DU 20/11/2026
POUR LES TRAVAUX D'ENTRETIEN DES AMENAGEMENT DU GRAND BOIS DE NSAM
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Les documents constituant l'offre seront répartis en trois (03) volumes :

- l'enveloppe A contenant les pièces administratives (volume 1) ;
- l'enveloppe B contenant l'offre technique (volume 2) ;
- l'enveloppe C contenant l'offre financière (volume 3).

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais

n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps et aura lieu **le** 23/12/24 **à 14 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Communauté Urbaine de Yaoundé, dans le bâtiment abritant la CIPM, Rue Elig-Belibi (Rue du PADY).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter chacun par une personne dûment mandatée de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heure accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critère d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de:

1) l'absence du cautionnement de soumission timbré conformément aux textes en vigueur (timbre fiscal) à l'ouverture des plis ;
2) la non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis ;
3) fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
4) plus d'un critère essentiel non satisfaisant ;
5) l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
6) l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
7) l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
8) l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
9) non-respect du format de fichier des offres ;
10) l'absence d'une capacité financière ou l'accès à une ligne de crédit d'un montant supérieur ou égal à Quinze millions (15 000 000) de francs CFA.
11) L'absence de la preuve d'acceptation des conditions du marché (cahier des clauses administratives particulières (CCAP) paraphé à chaque page, daté, signé et cacheté à la dernière page précédée de la mention « lu et approuvé » et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) paraphées à toutes les pages et signées, cachetées et datées à la dernière page précédée de la mention « lu et approuvé »).

15.2 Critères essentiels

Les critères essentiels sont :

a) Des références techniques du soumissionnaire pour des travaux d'aménagement ou d'entretien des espaces verts d'un montant minimal de quinze millions (15 000 000) de francs CFA TTC, effectués au cours des cinq dernières années (2021, 2022, 2023, 2024 et 2025) ;
b) la note méthodologique ;
c) la qualification et l'expérience du personnel ;
d) les moyens matériels.

16. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Sous-direction des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Yaoundé, 2ème étage du bâtiment principal de l'Hôtel de ville de Yaoundé, dès publication du présent avis.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 222206043.

Copies :
- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM
- Sous-Direction des Marchés Publics/CUY
- Affichage
- JDM.

Fait à Yaoundé, le 20 NOV 2026

LE MAIRE DE LA VILLE DE YAOUNDE

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN REPUBLIC OF CAMEROON VILLE DE YAOUNDE YAOUNDE CITY LE MAIRE THE MAYOR CENTRE REGION NFOUNDI DIVISION REGION DU CENTRE DEPARTEMENT DU MFOUNDI

Messi Atangana Luc

REPUBLIQUE DUCAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

DEPARTEMENT DEMFOUNDI

YAOUNDE CITY COUNCIL

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work – Fatherland

MFOUNDI DIVISION

YAOUNDE CITY COUNCIL

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE
No 0014 /CUY/CIPM/2026 OF 20 NOV 2026
FOR MAINTENANCE WORKS ON THE FACILITIES AT THE GRAND BOIS DE NSAM

FINANCING: Budget of the Yaounde City Council, 2026 and subsequent financial years, Budget head 2020113-0540-5-22124 (Land for green spaces and gardens)

1. **Purpose of the Invitation to Tender**

The Yaounde City Mayor, Contracting Authority, is launching an Open National Invitation to Tender, under an emergency procedure, for maintenance works on the facilities at the Grand Bois de Nsam.

2. **Nature of services**

The scope of work includes maintenance of the landscaping and monthly upkeep, in particular:

- setting up the site;
- replenishing the flower hedges;
- replenishing and replacing dead or dying plants;
- watering young plants;
- clearing drains
- repainting of furniture and signage;
- monthly weeding of the site;
- pruning to shape and regenerate plants;
- pest and disease control treatments for plants;
- maintenance of drains;
- any other tasks necessary for the proper execution of the works.

3. **Allotment**

The works are subdivided into a single lot.

4. **Estimated cost**

The estimated cost of the operation following preliminary studies is fifty million (50,000,000) CFA francs, inclusive of all taxes.

5. **Estimated execution deadline**

The maximum time frame provided for by the Project Owner or Delegated Project Owner for the execution of works subject of this invitation to tender is twelve (12) months. This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

6. **Participation and origin**

Participation in this invitation to tender is open to any domestic company

specialising in landscaping or forestry work.

7. Financing

The work covered by this invitation to tender will be funded from the budget of the Yaoundé City Council for the 2026 financial year and subsequent years, under budget heading n°2020113-0540-5-22124 (Land for green spaces and gardens).

8. Mode of submission

The submission method chosen for this consultation is exclusively online.

9. Provisional bond

Each tenderer must attach to their administrative documents a tender bond, paid in cash and stamped with a 1,500 CFA franc revenue stamp, issued by a body or financial institution authorised by the Minister responsible for finance to issue bonds in the field of public procurement, the list of which is set out in Document 14 of the Tender Documents, the amount of which amounts to five hundred thousand (500,000) CFA francs inclusive of all taxes, for each lot, and valid for up to thirty (30) days beyond the initial expiry date of the tenders.

The absence of a bid bond issued by a first-class bank or financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in connection with public contracts will result in the tender being rejected outright. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

The said stamped bond sit must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (Caisse des Dépôts et Consignations, CDEC) in accordance with circular letter no.000019/LC/MINMAP of June 5, 2024 relating to the procedures for establishing deposits, storing, returning and releasing deposits on public contracts.

10. Consultation of the Tender File

The tender file can be consulted during working hours at the Sub-Department of Public Contracts of the Yaounde City Council, 2nd floor of the main building of the Yaounde Town Hall, door 223, as soon as this notice is published in the Public Contracts Gazette.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at http://www.marchespublics.cm and http://www.publiccontracts.cm on the Public Contracts Regulatory Agency website (www.armp.cm).

11. Acquisition of the Tender File

The physical version of the tender documents can be obtained at the Sub-Department of Public Contracts, of the Yaoundé City Council, 2nd floor, door 223 of the main building of the Yaoundé Town Hall, upon publication of this notice, upon payment of a non-refundable amount of the acquisition costs of the Bidding documents of fifty thousand (50,000) FCFA francs payable to the special allocation account CAS-ARMP No 335988 of the BICEC agencies.

It is also possible to obtain the electronic version of the Bidding document by free download at the addresses indicated above. However, electronic submission is subject to payment of the Bidding documents purchase fee.

12. Submission of offers

Each offer must be written in French or English.

The tender must be submitted by the tenderer on the COLEPS platform by at the latest the 23/12/26 at 1 p.m. **A backup copy of the offer recorded on a USB drive, as well as the original of the bid bond and the CDEC receipt**, must be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", in addition to the statement below, within the specified time limits:

"OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE
N° 014 /CUY/CIPM/2026 OF 20/11/2026
FOR MAINTENANCE WORKS ON THE FACILITIES AT THE GRAND BOIS DE NSAM
"To be opened only at the opening session".

The documents constituting the offer will be divided into three (03) volumes:

- envelope A containing the administrative documents (volume 1);
- envelope B containing the technical offer (volume 2);
- envelope C containing the financial offer (volume 3).

The maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are the following:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The applicant should use compression software to reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of offers

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The following will be inadmissible by the Contracting Authority:

- envelopes bearing information on the identity of the bidders;
- envelopes received after the deadlines for submission;
- Envelopes without indication of the identity of the Invitation to Tender;
- Envelopes that do not comply with the submission method.
- Failure to comply with the number of copies indicated in the RPAO or offer only in copies.

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Tender file will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by an organization or financial institution approved by the Minister responsible for finance to issue bonds in the field of public procurement or failure to comply with the models of the documents in the Bidding Documents will result in the outright rejection of the offer without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

14. Opening of bids

The opening of the bids will take place at one time on 23/12/26 at 2 p.m. by the Internal Tenders Board of the Yaounde City Council, in the building housing the Internal Tenders Board at Elig - Belibi Street (PADY Street)).

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice who is fully familiar with the file.

Under penalty of rejection, the documents in the administrative file required must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or a competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Rules of the Invitation to Tender. They must be less than three (03) months old or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender notice

In the event of the absence or non-conformity of a document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

15. Evaluation criteria

15.1 Eliminatory Criteria

These include:

1) the absence of the tender bond stamped in accordance with the texts in force (fiscal stamp) at the opening of the bids;
2) non-production beyond the 48-hour period after opening of the bids, of a document from the administrative file deemed non-compliant or absent at the time of opening of the bids;
3) false declarations, fraudulent practices or falsified documents;
4) more than one essential criterion not met;
5) the absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
6) the absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE);
7) the absence of the dated and signed integrity charter;
8) the absence of the declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses dated and signed.
9) failure to comply with the bid file format;
10) lack of financial capacity or access to a credit facility of fifteen million (15 000 000) CFA francs.
11) the absence of proof of acceptance of the contract terms (Special Administrative Terms and Conditions (CCAP) initialled on every page, dated, signed and stamped on the last page preceded by the words "read and approved" and the Special Technical Specifications (CCTP) initialled on every page and signed, stamped and dated on the last page, preceded by the words "read and approved").

15.2 Essential criteria

The essential criteria are:

a) technical references from the tenderer for landscaping or maintenance works on green spaces, with a minimum value of fifteen million (15 000 000) CFA

francs (including VAT) for each lot, carried out over the last five years (2021, 2022, 2023, 2024 and 2025);

b) the methodological rating;
c) the qualification and experience of the staff;
d) The material resources.

16. Award of the contract

The contract will be awarded to the tenderer who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any proposed discounts, where applicable.

17. Period of Validity of Tenders

Bidders will remain committed to their bid for ninety (90) days from the deadline for submission of bids.

18. Additional Information

Further information can be obtained during working hours at the Sub-Department of Public Contracts of the Yaoundé City Council, 2nd floor of the main building of the Yaoundé Town Hall, upon publication of this notice.

19. Fight against corruption and bad practices

For any denunciation of practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at number 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) at the numbers: (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, the ARMP on 222206043.

Copies:

- MINMAP;
- ARMP;
- President CIPM;
- Sub-Department of Public Contracts/CUY;
- Posting;
- Public contracts gazette.

Yaounde, the 20 NOV 2026

LE MAIRE DE LA VILLE
DE YAOUNDE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
REPUBLIC OF CAMEROON
VILLE DE YAOUNDE
YAOUNDE CITY
LE MAIRE
THE MAYOR
CENTRE REGION MFOUNDI DIVISION
REGION DU CENTRE DEPARTEMENT DU MFOUNDI

Messi Atangana Luc